

DIAL

## **L'actualité en bref - février 2006**

Nicolas Pinet

mercredi 1er mars 2006, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

### **AMÉRIQUE DU SUD**

L'anniversaire de la mort de Sepé Tiarajú, tué le 7 février 1756 par les troupes espagnoles et portugaises et symbole de la lutte guarani, a été l'occasion d'une réunion de 5 jours à São Gabriel, dans l'Etat de Rio Grande do Sul, au sud du Brésil, à laquelle ont participé 1500 Guaranis de Bolivie, du Paraguay, d'Argentine, d'Uruguay et du Brésil, de même que 100 représentants d'autres peuples indigènes brésiliens. L'Assemblée continentale du peuple indigène, qui associait aussi des réunions parallèles de paysans sans terre, un campement de 700 jeunes et une assemblée de 200 quilombolas, les descendants des esclaves noirs fugitifs qui créèrent des communautés indépendantes, les quilombos, a réuni plus de 4 000 personnes. La rencontre s'est terminée mardi 7 février avec une manifestation d'un peu moins de 8 000 personnes. Un comité permanent, guarani pour le moment mais ouvert à d'autres ethnies, a été créé et se réunira mensuellement.

En attendant que la proposition du président vénézuélien Hugo Chávez de mettre sur pied une banque du Sud se concrétise - cela peut prendre des années -, la Corporation andine de développement (CAF en espagnol), la banque de la Communauté andine des nations (CAN - Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) vient de s'agrandir avec l'apport à son capital de 200 millions de dollars du Brésil, qui avait déjà apporté 115 millions. Le Brésil devrait ainsi se convertir en membre de catégorie A de l'institution, au même titre que les pays de la CAN, si le changement de catégorie est ratifié par les parlements des pays de la CAN. L'Argentine compte aussi faire de même. Les pays membres de catégorie A peuvent obtenir des prêts d'un montant 8 fois supérieur à leur participation au capital, soit deux fois plus que les autres membres de la CAF.

### **ARGENTINE**

Des habitants de la ville de Gualeguaychú bloquent depuis le 2 février le pont frontière qui relie l'Argentine à la ville de Fray Bentos, en Uruguay, pour protester contre la construction de deux usines de cellulose - l'une par l'entreprise finlandaise Botnia, l'autre par la compagnie espagnole ENCE - du côté uruguayen du Rio Uruguay et la pollution de la zone qu'elles occasionneraient. Plus au nord, des habitants de la ville argentine de Colón bloquent aussi un second pont-frontière depuis le 15 février. Mercredi 1er mars, le président argentin Néstor Kirchner a proposé à son homologue uruguayen, Tabaré Vázquez, de suspendre les travaux de construction pour 90 jours afin de procéder à des évaluations de l'impact environnemental et tenter de résoudre la crise qui oppose les deux pays. Le gouvernement uruguayen a écarté la possibilité de l'arrêt des travaux et expliqué qu'il n'avait pas les « facultés légales » nécessaires : le traité sur les investissements signé en 2002 par l'Uruguay et la Finlande obligerait l'État uruguayen à payer de fortes indemnités en cas d'arrêt des travaux. Le gouvernement a aussi défendu la qualité des technologies qui seront utilisées dans la fabrication de la cellulose.

### **BOLIVIE**

Après 9 jours de grève opposant les pilotes et les responsables de la ligne aérienne Lloyd Aéreo Boliviano (LAB), et devant l'incapacité à promouvoir un accord entre les parties en conflit, le président Evo Morales,

en fonction depuis le 22 janvier, a décidé, jeudi 9 février, de charger le superintendant des transports, Wilson Jaime Villaroel, de mettre en place une « intervention préventive » de 90 jours qui doit permettre la reprise du trafic aérien national et international de la ligne aérienne. Le superintendant devra procéder à une évaluation de l'administration financière de l'entreprise et proposer un plan de sauvetage. LAB fait partie des 6 entreprises nationales privatisées durant le 1er gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997), tout comme l'électricité, les chemins de fer, la sidérurgie, les télécommunications et le pétrole.

## **BRÉSIL**

Le président Luiz Inácio Lula da Silva a effectué début février sa cinquième tournée officielle dans des pays africains, se rendant cette fois en Algérie, au Bénin, au Botswana et en Afrique du Sud pour participer au Sommet de la gouvernance progressive. Il a ainsi effectué des voyages dans 17 pays africains depuis le début de son mandat en janvier 2003, développant ainsi une politique extérieure qui contraste avec celle de ses prédécesseurs.

La 9e Assemblée du Conseil mondial des églises (CMI) s'est tenue du 14 au 23 février à Porto Alegre, au sud du Brésil. C'est la première fois que l'Assemblée, qui a lieu tous les 7 ans, se réunit en Amérique latine. L'approfondissement de l'œcuménisme, la lutte pour la justice sociale et contre la violence font partie, avec l'attention à porter aux peuples indigènes, des priorités mises en avant par le forum.

## **CHILI**

La Commission régionale de l'environnement (COREMA en espagnol) de la région d'Atacama, au nord du pays, a donné son approbation unanime au projet Pascua Lama d'extraction d'or dans une région frontalière de haute-montagne [cf. Dial D 2843]. Elle a cependant interdit à la compagnie canadienne Barrick Gold de détruire - comme elle prévoit de le faire - les 3 glaciers se situant aux alentours du gisement et exigé de la compagnie la protection de la flore et la faune et le traitement des résidus afin que la qualité de vie des habitants de la vallée du Huasco, en contrebas, ne soit pas affectée. Le Conseil de défense de la vallée du Huasco, opposé au projet, a fait remarquer que la décision avait été prise à l'unanimité, ce qui laisse à penser que la position de la COREMA avait été arrêtée à l'avance et que l'exposition des dangers du projet par le Conseil de défense de la vallée n'a pas été suivie d'effets.

## **COLOMBIE**

Une seconde rencontre de conversations préliminaires a eu lieu du 17 au 27 février à La Havane entre Luis Carlos Restrepo, le haut-commissaire pour la paix du gouvernement d'Alvaro Uribe et Antonio García, numéro 2 du commando central de l'Armée de libération nationale (ELN), la seconde guérilla colombienne en termes d'importance (après les Forces armées révolutionnaires de Colombie - FARC). Les deux négociateurs ont annoncé vendredi 24 que le gouvernement colombien reconnaît désormais le statut de « membre représentant » aux trois intégrants de la délégation de l'ELN, ce qui leur assure la protection de l'Etat colombien et leur donne la garantie de ne pas être arrêtés. Une troisième rencontre préliminaire doit avoir lieu en avril.

## **COSTA RICA**

Le résultat définitif des élections présidentielles du 5 février 2006 n'est toujours pas connu. Au vu de la faible marge entre l'ancien président Oscar Arias (1986-1990), du Parti libération nationale (PLN), et Ottón Solís, du Parti Action citoyenne (PAC), le Tribunal suprême d'élections (TSE) a décidé de procéder au comptage manuel des voix, qui a finalement donné l'avantage à Oscar Arias. Mais le TSE doit encore se prononcer sur une série de plaintes et de recours déposés par les autres partis politiques avant de donner à connaître le résultat définitif. Les élections législatives qui se sont tenues le même jour ont attribué 25 sièges au PLN, 18 au PAC, 6 au Mouvement libertaire, 4 au Parti Unité sociale chrétienne (PUSC), actuellement au pouvoir, et 4 sièges à 4 partis indépendants. Le futur président ne disposera donc pas

d'une majorité parlementaire, quel qu'il soit.

## **CUBA**

Depuis la visite à La Havane du président chinois Hu Jintao en novembre 2004, accompagné de 200 chefs d'entreprises et investisseurs, le commerce bilatéral est passé de 551 millions de dollars à 775,3 millions de dollars en novembre 2005, faisant ainsi passer la Chine du 4e au 2e rang des partenaires commerciaux de Cuba, le 1er étant toujours le Venezuela, qui fournit à Cuba 90 000 barils de pétrole par jour, à des conditions avantageuses. Le volume des échanges commerciaux devrait continuer à augmenter rapidement dans un contexte international marqué par les tensions entre Cuba et l'Union européenne et le renforcement du blocus états-unien.

## **HAÏTI**

L'ancien président René Préal (1996-2001), du parti Lespwa (l'espoir, en créole), a été élu aux élections présidentielles du mardi 7 février, avec 51,5% des voix, devançant ainsi l'ancien président Leslie Manigat élu et déposé en 1998 par un coup d'État et le chef d'entreprise blanc Charles Baker, tous deux membres de l'élite haïtienne opposée à Aristide. La population s'est massivement mobilisée pour aller voter malgré le climat de violence et les désordres administratifs. Le résultat a été annoncé par le Conseil électoral provisoire jeudi 16 février. Le nouveau président a rappelé qu'il ne pouvait pas gouverner seul et invité la population à participer en mars au 2nd tour des élections législatives dont le 1er tour s'est tenu le 7 février. Il a déclaré que Jean-Bertrand Aristide pouvait librement rentrer à Haïti dont il a été expulsé le 29 février 2004.

## **MEXIQUE**

Le rapport remis par le cabinet du procureur chargé par le gouvernement d'enquêter sur les homicides de nombreuses femmes dans la municipalité de Ciudad Juárez à la frontière nord du pays [cf. Dial D 2820] a été reçu avec indignation par les ONG impliqués dans la lutte contre les « féminicides ». Ces dernières reprochent au rapport de chercher à minimiser les faits et à banaliser la situation.

Dimanche 19 février, 78 mineurs de fond qui extrayaient du charbon dans une mine de l'Etat de Coahuila, au nord du pays, sont restés bloqués sous des tonnes de terre à 1000 mètres de profondeur après une ou plusieurs explosions. 13 mineurs ont été retrouvés vivants lors des premières heures de recherches, mais les 65 autres n'ont pas été retrouvés. C'est la plus grave catastrophe minière depuis des décennies. Les causes de l'accident ne sont pas encore connues avec certitude, mais certains anciens mineurs accusent l'absence de dispositifs adéquats de sécurité, ce que l'entreprise, Grupo México, dément.

## **PÉROU**

Un rapport sur les conditions de transport de gaz par le gazoduc de Camisea, qui relie les gisements de gaz situés dans la région amazonique du Cuzco, au sud du pays, à l'océan Pacifique (720 km) a été présenté fin février à la Banque interaméricaine de développement (BID) - la branche régionale de la Banque mondiale - par l'agence indépendante E-Tech International. Le rapport a été réalisé par l'expert Carlos Salazar Tirado qui a travaillé en 2003-2004 pour la compagnie argentine Techint, un des associés du consortium Transport de gaz du Pérou (TGP), responsable de la construction du gazoduc. Il fait apparaître que, pour arriver à livrer dans les délais prévus par le contrat avec l'Etat péruvien, le TGP a enfreint les normes internationales de construction, en réutilisant des morceaux de tubes en surplus lors de chantiers au Brésil et en Equateur et abîmés par les intempéries et lors du transport ainsi qu'en employant du personnel non suffisamment qualifié lors de la soudure des tronçons. Le rapport signale que ces deux causes sont à l'origine des 4 fuites de gaz liquide survenues en moins d'un an et que 6 autres sont à prévoir à court terme. La BID, qui a financé le projet, n'a pas jugé que le rapport justifiait une révision du projet, considérant qu'il avance de graves accusations sans apporter de preuves. De son côté, le congrès législatif péruvien a demandé au ministre de l'énergie et des mines, Glodomiro Sánchez, de

rendre compte des accusations et de prendre des mesures contre TGP. Un rapport du médiateur de la République péruvienne, intitulé Le projet Camisea et ses effets sur les droits des personnes, publié début mars, met en évidence l'absence de l'Etat et les négligences des entreprises de TGP lors de la construction du gazoduc dans la Réserve territoriale Nahua-Kugapakori. Selon le rapport, le chantier a signifié pour les peuples originaires l'arrivée de maladies contagieuses nouvelles comme la diarrhée, la syphilis, la grippe et des infections respiratoires. Le rapport a été établi sur la base d'un suivi du chantier pendant 5 ans (2000-2005).

## **VENEZUELA**

Le gouvernement de George W. Bush a demandé au Congrès des fonds supplémentaires pour que le système de radio et télévision officielles La Voix de l'Amérique « améliore ses transmissions d'informations » en direction du Venezuela, du Zimbabwe et de l'Afghanistan. La demande semble vouloir contrecarrer les transmissions de Telesur, la nouvelle chaîne internationale réalisée par le Venezuela en association avec l'Argentine, Cuba et l'Uruguay qui émet depuis juillet 2005. Début février, la chaîne qatarie de télévision par satellite Al Jazeera et Telesur ont signé à Doha un accord prévoyant l'échange de programmes, la mise en commun des expériences de formation journalistique et technique, et le soutien à leurs correspondants respectifs.

---

**- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.**

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.